Books Reviews

Ambroise-Rendu, Anne-Claude: **Histoire de la pédophilie, XIX^e-XX^e siècle**. Paris, Fayard, 2014. 352 p. € 24.–. ISBN 978-2-213-67232-8

Giuliani, Fabienne: **Les liaisons interdites**. Histoire de l'inceste au XIX^e siècle. Paris, Publications de la Sorbonne, 2014. 478 p. € 29.–. ISBN 978-2-85 9-44776-2

De Marc Dutroux à Josef Fritzl, le pédophile figure aujourd'hui l'incarnation de la monstruosité, d'autant plus méprisable qu'il s'en prend à l'innocent de la société: l'enfant. Pourtant si les opinions occidentales sont actuellement unanimes à le condamner, cette évolution est bel et bien récente. Dans les années 1970, des associations faisaient encore librement l'apologie des «amours pédophiles», tandis que le milieu pédopsychiatrique stigmatisait les enfants «vicieux», qui, loin d'être présentés en victimes, étaient souvent décrits comme des «agents provocateurs» des abus sexuels. Rappelant le caractère non-évident de la sanction morale attachée aux relations charnelles entre adultes et enfants, Anne-Claude Ambroise-Rendu et Fabienne Giuliani s'intéressent toutes deux à l'histoire de ce rejet et, suivant l'exemple de la France, retracent la façon dont les rapports sexuels adultes/enfants ont été construits en objet d'opprobre à l'époque contemporaine.

Professeure d'histoire à l'université de Limoges, Anne-Claude Ambroise-Rendu couvre une période large, de 1810 aux années 2000, et aborde la question de la pédophilie en s'attachant, surtout, aux discours produits par les figures publiques: juristes, médecins, journalistes, etc. Docteure en histoire et enseignante au lycée de Stains, Fabienne Giuliani examine quant à elle une problématique plus restreinte: l'inceste, envisagée sur une période également resserrée: 1791 à 1918. Comme Ambroise-Rendu, elle se penche sur les discours publics, mais elle apporte un plus: une étude fouillée de la matérialité du «foyer incestueux» et du processus judiciaire, au travers, notamment, d'une analyse impressionnante de 168 dossiers de procédures.

De la lecture croisée de ces deux ouvrages ressort l'image d'une ambivalence profonde, toute la période contemporaine étant prise, depuis le début du XIX^e siècle jusqu'à la fin du XX^e, entre le souci grandissant de protéger l'enfance et une tendance contradictoire à la sanctuarisation de l'espace privé. L'attitude du corps médical fournit, à cet égard, un exemple éclairant. D'un côté, les médecins furent les premiers à insister sur la gravité des violences sexuelles perpétrées sur mineur-e-s et à inventer des techniques d'investigation pour déceler l'abus. De l'autre, ils concoururent aussi à minimiser la responsabilité des agresseurs. Jusque loin dans le XX^e siècle, l'enfant dont le corps ne portait pas de traces de «résistances» ou dont on pouvait montrer qu'il avait entretenu des relations sexuelles voulues avec d'autres partenaires que l'accusé, n'apportait notamment pas, selon les experts, de preuve

suffisante qu'il était une victime. L'enfant pouvait donc être un «martyr» qu'il fallait protéger des prédatons adultes; mais l'enfant pouvait, aussi, être jugé «corrompu» ou «dégénéré» et, dans ce cas, considéré comme autant responsable que l'adulte de sa «dépravation».

De ce point de vue, la diffusion, en France, des théories freudiennes ne changea pas foncièrement la donne. La psychanalyse libéra certes les mots de la sexualité et, via la notion de traumatisme, aida à penser les effets des sévices à long terme. Mais une certaine lecture de Freud accentua aussi la suspicion. «Pervers», «séducteurs» ou êtres de «fantasme», dans les expertises mentales auxquelles on recourut de plus en plus souvent après la Seconde Guerre mondiale, les enfants furent ainsi souvent accusés d'être des «mythomanes» ou des «incitateurs». Bien que le droit français ait posé en 1810 le principe du non-discernement du mineur en matière pénale, du XIX^e siècle jusqu'aux années 1980, les experts légistes, psychiatres, puis psychologues orientèrent en pratique leurs comptes-rendus vers la question suivante: l'enfant a-t-il «provoqué» l'abus dont il se plaint.

Entre empathie pour la douleur enfantine et désir de préserver l'ordre familial, les experts balancèrent donc, leurs hésitations reflétant celles de toute une société. Outre les ambiguïtés du corps médical, Ambroise-Rendu et Giuliani insistent également sur celles du droit français qui, depuis le Code pénal de 1810, permet, en principe, de condamner lourdement l'agression sexuelle, tout en ménageant, dans la pratique, une série d'atténuations possibles. Le viol, plus sévèrement puni, ne se commit en particulier longtemps que d'un homme sur une femme, laquelle devait, en outre, avoir «résisté». Sans preuve de cette résistance, l'agression pouvait être déqualifiée en «attentat à la pudeur», comme dans certains cas d'inceste où, comme le rappelle Giuliani, les victimes doivent souvent s'accommoder de l'abus dans la durée. Par contraste avec Ambroise-Rendu, qui pointe surtout les préjugés stigmatisant les femmes, Giuliani questionne aussi l'autre revers de la loi: la mise de côté des victimes masculines. Reconnaissant uniquement le viol d'une femme par un homme, la scène pénale française nia en effet l'existence du viol masculin jusqu'en 1980 et, sauf dans des cas extrêmes, s'occupa en général peu des violences sexuelles infligées aux garçons, que ce soit par des hommes ou des femmes. Guidée par l'image d'une masculinité nécessairement virile et conquérante, et par celle, inverse, d'une féminité toujours douce et passive, la société française créa donc un double impensable: l'homme victime et la femme agresseur, deux figures qui aujourd'hui encore demeurent des apartés du traitement judiciaire.

Gradations, impensés et dénis, comme on le voit l'espace de la violence sexuelle à l'encontre des enfants fait ressortir toutes les équivoques des représentations sociales en termes de genre ou de sexualité. Dans cette lignée d'idées, Ambroise-Rendu revient sur les «plaisirs littéraires» de la culture française qui, en esthétisant le goût pour les corps pré-pubères, a pu participer du recouvrement des souffrances et des réticences d'une certaine élite à écouter les victimes. Si elle s'intéresse également au traitement artistique de l'inceste, le point fort de Giuliani consiste plutôt dans son analyse de la machinerie judiciaire. Entre les confrontations dans le cabinet du juge, les pressions des proches et des notables, ou les déballages infligés durant le procès, c'est un véritable marathon par lequel les enfants doivent passer lorsqu'une plainte est déposée en leur nom – une épreuve dont chaque étape fait ressortir la réticence du corps social à s'ingérer dans les affaires familiales et à accepter la révélation du scandale incestueux.

Précisément: à lire Giuliani et Ambroise-Rendu, entre les barrières des représentations et celles, plus tangibles, des institutions, on finit par se demander comment il fut même possible que des mineur-e-s aient malgré tout été entendus ou des accusés condamnés en France avant 1980. La perspective d'inspiration foucauldienne qui les conduit toutes deux à examiner finement les mécaniques de pouvoir les a peut-être, *a contrario*, quelque peu empêchées d'interroger ce qui mina l'omerta. Alors que Giuliani passe en revue tous les intervenants qui participent, de prêt ou de loin à la mise en justice d'une dénonciation d'inceste (depuis le voisin, jusqu'au juge, en passant par le maire), de façon surprenante elle ne s'attarde ainsi pas, par exemple, sur le secteur policier. Cette carence est d'autant plus troublante que les sources qu'elle cite montrent que les brigadiers de campagne ou les commissaires de ville jouent pourtant un rôle souvent central dans une «affaire d'inceste». En première ligne du recueil des témoignages, ils poussent à la plainte, ils s'interposent ou, quand les victimes se rétractent, ils se suppléent parfois pour relayer une parole. On aurait aimé en savoir plus sur cette page méconnue de l'histoire policière française. De la même façon, tant Giuliani qu'Ambroise-Rendu présentent les juges d'instruction comme des «scrutateurs de conscience». Pourtant, elles notent aussi toutes deux en filigrane que, dès le XIXe siècle, certains d'entre eux décidèrent de prendre, par principe, le parti des mineur.e.s en s'efforçant, entre autres, d'adapter leurs techniques d'interrogatoire. Face aux partisans du silence ou aux médecins producteurs d'expertises négatives – dont toutes deux reconnaissent d'ailleurs qu'elles n'ont souvent eu qu'un faible impact sur l'issue des procès – d'autres figures se sont donc affirmées. Or sur ces autres acteurs – policiers, juges, avocats, associations ou victimes elles-mêmes – ou sur les nouveaux discours et pratiques qu'ils ont faits émerger autour de la pédophilie, elles n'apportent que des renseignements limités.

Ces réserves étant mises à part, leurs deux ouvrages constituent néanmoins des contributions décisives à l'histoire des violences sexuelles. Évitant l'écueil du pathos, Giuliani et Ambroise-Rendu y offrent en outre une lecture singulière des enjeux contemporains. Car pour l'une comme pour l'autre, en assimilant le pédophile à un monstre extraordinaire et sa proie à une victime absolue, le discours médiatique actuel fait écran aux possibilités de reconstruction ou de dialogue et participe dès lors à creuser «la tombe du crime et de ses victimes»¹. Toutes deux défendent, par contraste, l'idée originale «d'une fonction thérapeutique»² de l'histoire qui, en autorisant le recul du temps, pourrait aider à se défaire de ces pesanteurs discursives.

Aude Fauvel, Université de Lausanne (CH)

1 Giuliani, Fabienne, *Les liaisons interdites*, p. 425.

2 Ambroise-Rendu, Anne-Claude, *Histoire de la pédophilie*, p. 12.